

Avant-propos

France Guérin-Pace, Elena Filippova

Territoire d'appartenance, territoire identitaire, identité du territoire, autant d'expressions qui relient les notions d'identité et celles de territoire. Pourtant, en ce début de XXI^e siècle, on peut se demander s'il est toujours pertinent et utile de chercher à établir un lien entre les constructions identitaires individuelles ou collectives et leurs inscriptions spatiales. En effet, dans un contexte de mondialisation, où l'individu se définit par des appartiances multiples et s'affranchit progressivement des contraintes de l'« espace-temps », le territoire demeure-t-il une affiliation et une modalité d'identification qui font sens dans la définition de soi ?

Si l'on admet que cette inscription spatiale des individus selon des temporalités propres à chacun reste indissociable de la construction identitaire, plusieurs interrogations subsistent. Qu'est-ce qui fait que l'on se sent plus d'ici que d'ailleurs ? Comment et pourquoi les individus investissent davantage certains lieux de leur parcours au détriment d'autres ? Quels sont les mécanismes de l'appropriation spatiale ? Qu'est-ce qui fonde le sentiment d'appartenance à un territoire ? S'accompagne-t-il nécessairement du sentiment de partager ce territoire avec d'autres individus et d'appartenir à une communauté territoriale ?

À l'inverse, qu'est-ce qui fait que certains territoires sont plus porteurs d'identité que d'autres et constituent des points d'ancre forts pour les individus ? Ces territoires qui servent à s'identifier correspondent-ils à des entités administratives ou politiques aux frontières bien délimitées, ou s'agit-il d'espaces naturels aux contours plus flous ou encore de découpages anciens (royaumes, provinces, comtés...) dont la réalité historique s'efface parfois au profit de mythes ?

C'est l'ensemble de ces questions et plus largement la relation entre identités et territoires que cet ouvrage tente d'éclairer par un regard pluridisciplinaire à travers les contributions de géographes, démographes, sociologues, anthropologues et historiens. Il aborde des terrains socioculturels très contrastés, analysés à différentes échelles géographiques. Les auteurs privilient ici la construction identitaire en tant que processus d'identification inachevé, relationnel, à une vision figée de l'identité catégorielle.

L'individu est placé au centre de la réflexion dès lors que les logiques exclusives d'appartenance fondées sur les origines, les héritages familiaux et socioculturels s'effacent au profit de modalités d'identification plus labiles fondées sur un choix individuel. Plusieurs contributions démontrent comment, dans les discours identitaires, les valeurs traditionnelles telles que l'ancienneté ou l'authenticité se conjuguent avec d'autres, plus contemporaines, telles que l'ouverture ou la tolérance (Giordano, Sagnes, Sencébé). Le concept même de « racines » est ici remis en cause, car considéré comme peu compatible avec l'affirmation d'un rapport sélectif aux lieux (des Robert).

Le territoire, à son tour, est examiné à travers le prisme des pratiques et des connaissances que les individus et les groupes ont élaborées. La notion de *territorialité* est ici mobilisée pour illustrer cette relation complexe à travers laquelle s'enchevêtrent les territoires vécus des habitants et les territoires politiques ou administratifs des acteurs sociaux (Aldhuy). Les auteurs mettent l'accent sur la fragilité et la « réversibilité » des liens entre identité et territoire qui conduisent parfois à des « recompositions » (des territoires, des groupes, des liens, des identités...) dans des contextes qui s'étendent du local au national et supranational, selon des modes d'appropriation variés. Il faut se méfier de l'« évidence trompeuse » (Blidon) qui consiste à assigner à un territoire les caractéristiques identitaires du groupe le plus apparent

et à négliger les autres communautés ou individus, moins visibles, qui partagent cet espace. Il serait ainsi erroné de vouloir « associer systématiquement identité et territoire » (Veschambre). En effet, d'une part, la dimension spatiale n'est pas forcément constitutive de l'identité individuelle et, d'autre part, le fait même de partager un territoire ne suffit pas à générer une identité unique. Ces constats conduisent à une réflexion sur la fabrique identitaire ou encore sur l'« instrumentalisation des identités » par les politiques (Guermond, Sagnes).

Deux contributions illustrent de manière différente ce processus de construction de territoire identitaire « artificiel », qualifié de *touristique* dans l'exemple corse (Pesteil) et de *virtuel* dans l'exemple breton (Le Coadic). Derrière cette démarche de quête identitaire qui se veut « moderne », apparaissent des motivations classiques basées sur la recherche de valeurs anciennes. L'individu, malgré un désir affiché d'autonomie, éprouve encore ce « besoin d'identification, d'affiliation et de sécurité » que lui procure le groupe (Sencébé). Cela explique le rôle toujours prégnant des identités collectives dans le processus de construction de soi.

De ce fait, il n'est pas étonnant de constater que la réflexion sur l'articulation entre identité et territoire se réfère fréquemment à des données historiques et patrimoniales. Le territoire est alors considéré « dans son rapport avec d'autres niveaux d'expérience, au premier rang desquels la parenté et la mémoire » (Sagnes). Les sépultures familiales, les cimetières des villages, les monuments aux morts contribuent à inscrire dans le sol « sacré par la présence physique des ancêtres » (Le Coadic) des lignées familiales et à maintenir une « mémoire longue des origines, des appartenances et des apparentements » (Pesteil). L'analyse du choix individuel du lieu de sépulture confirme ce lien entre espace et parenté ; il « évoque généralement [...] les résidences familiales, les lieux de naissance et de sépulture des parents » (Armanet).

Plusieurs auteurs s'interrogent sur le rôle du territoire en tant que support des identités collectives et son utilité dans la délimitation d'une frontière entre le « nous » et « les autres ».

Hervé Le Bras démontre, en s'appuyant sur un modèle mathématique, comment des liens faibles entre individus peuvent conduire à des formes distinctes d'organisation sociale. C'est le fait même de cohabiter sur un territoire qui crée de l'interconnaissance et génère « des pratiques communes qui peuvent progressivement fabriquer une culture autonome » et engendrer des identités collectives. On constate, à l'inverse, l'importance que revêt la composante territoriale de l'identité lorsque celle-ci est volontairement annihilée. C'est l'illustration qu'offre l'Algérie à travers les efforts considérables entrepris par l'administration coloniale française pour détruire les appartenances tribales existantes. Cette opération de « désanclage » des populations de leur territoire avait pour objectif de faciliter le processus d'individuation considéré comme condition indispensable de l'assimilation des populations autochtones (Kateb).

L'exemple de la Malaisie, « société multiethnique par excellence », offre un modèle alternatif de constructions identitaires collectives, dans lequel le facteur territorial joue un rôle moindre (Giordano). Cette absence d'inscription spatiale des affiliations ethno-culturelles ne s'est cependant pas accompagnée d'un effacement des frontières communautaires. On rejoint ici l'idée selon laquelle « la conscience identitaire n'impose pas de territorialisation, surtout sous sa forme politique » (Guermond).

En Europe, les frontières nationales deviennent de plus en plus transparentes, cédant sous la pression des flux migratoires, monétaires et informatifs qui les traversent. L'exemple de la grande région européenne transfrontalière SarLorLux illustre en revanche la difficulté de « fabrique » d'identités territoriales artificielles et démontre que les frontières entre États gardent encore toute leur emprise sur les représentations sociales (Auburtin). À un niveau spatial plus fin, « le local, jusque-là entendu comme l'antithèse du national, vaut désormais pour lui-même, pour sa différence et ses particularismes » (Sagnes) qui ne sont plus considérés comme des obstacles au progrès mais comme la marque d'une richesse culturelle.

Tout au long de cet ouvrage, la complexité des relations entre identités et territoires et les formes multiples par lesquelles elle s'exprime s'enrichit de la diversité des terrains abordés. Il en émerge des configurations plurielles qui témoignent des usages multiples du territoire et confèrent à ce vecteur identitaire un rôle qu'il est loin de perdre.